

14ème législature

Question N° : 35993	De M. Philippe Meunier (Union pour un Mouvement Populaire - Rhône)	Question écrite
Ministère interrogé > Justice		Ministère attributaire > Justice
Rubrique > système pénitentiaire	Tête d'analyse > détenus	Analyse > effectifs. perspectives.
Question publiée au JO le : 13/08/2013 Réponse publiée au JO le : 25/11/2014 page : 9890 Date de changement d'attribution : 27/08/2014 Date de renouvellement : 19/11/2013 Date de renouvellement : 25/02/2014 Date de renouvellement : 03/06/2014 Date de renouvellement : 09/09/2014		

Texte de la question

M. Philippe Meunier interroge Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, sur le problème de la surpopulation carcérale. En juin 2011, un rapport relevait qu'à cette date plus de 80 000 personnes jugées et condamnées n'avaient pas été incarcérées alors qu'une peine de prison ferme leur avait été infligée. Une loi de mars 2012 sur l'exécution des peines avait été ensuite votée, programmant la création de 24 000 nouvelles places de prison pour 2017 afin de porter la capacité des prisons françaises à 80 000 lits. Or, avec le changement de majorité, la décision a été prise de ne prévoir une augmentation de la capacité que de 700 places d'ici 2015 et la rénovation et l'extension du parc pénitentiaire pour créer 6 000 places supplémentaires à l'horizon 2017. Au vu de la situation actuelle dans les prisons françaises, il lui demande si elle envisage de construire de nouvelles prisons afin de solutionner le problème de la surpopulation carcérale et d'améliorer le sort des prisonniers.

Texte de la réponse

Depuis mai 2012 a été initiée une politique pénitentiaire en cohérence avec la politique pénale mise en oeuvre autour de trois axes : extension et rénovation du parc immobilier, réinsertion des personnes condamnées et sécurité en détention. Au coeur de ces politiques, les conditions de travail et de détention constituent une priorité afin de garantir la dignité et la sécurité des personnes détenues et des personnels de l'administration pénitentiaire. Cette priorité demeure d'autant que malgré une légère hausse des aménagements de peine liée à la circulaire de politique pénale du 19 septembre 2012, et une population carcérale qui augmente moins vite qu'auparavant, la situation de sur-occupation des établissements pénitentiaires s'avère toujours préoccupante. A cet égard, les effets des politiques pénales menées ces dernières années qui ont vu le nombre de personnes détenues augmenter de plus de 20.000 ont été dévastateurs, du fait de l'introduction d'automatismes contraires aux principes généraux de l'individualisation de la peine, les peines planchers bien sûr, qui ont généré plus de 4 000 années d'emprisonnement supplémentaires par an depuis 2007 et du fait, de façon plus générale, de la promotion de la logique de la réponse du tout carcéral, y compris pour les petits délits et ce sans discernement, sans prise en compte de la personnalité du condamné et de sa situation réelle. En premier lieu, pour améliorer les conditions de détention et de travail des personnels en établissements pénitentiaires, le ministère de la justice a engagé, dès le premier triennal budgétaire, un programme immobilier ambitieux. Entièrement financé, à l'inverse du programme issu de la loi de programmation relative à l'exécution des peines du 27 mars 2012, ce dispositif vise à la création de 6.500 places pour répondre aux besoins

les plus urgents, mais aussi la fermeture de 1.082 places les plus vétustes avec ouvertures en substitution de nouveaux établissements, ainsi que de grands chantiers de rénovation tels que ceux de la maison d'arrêt des Baumettes, de La Santé ou de Fleury-Mérogis. En deuxième lieu, bien que la loi du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales vise avant tout la mise en oeuvre de solutions plus efficaces dans la prise en charge des personnes condamnées et non la réduction de la population carcérale, la réforme pénale engagée aura des effets sur cette dernière. Ainsi, ce texte supprime les dispositions prévoyant des peines minimales en cas de récidive ainsi que le caractère automatique de la révocation du sursis simple, afin de permettre aux juridictions d'apprécier en raison des circonstances, de la personnalité du prévenu et de la gravité des faits, si les sursis doivent être révoqués. La loi prévoit en outre la création d'une nouvelle peine de contrainte pénale, destinée à se substituer par un suivi cadrant en milieu ouvert, aux courtes peines d'emprisonnement dont toutes les études concluent à leur inefficacité en terme de prévention de la réitération des actes délictuels. Elle favorise le suivi judiciaire des personnes incarcérées avec le prononcé de libération sous contrainte de nature à assurer la réinsertion et l'absence de réitération à la sortie de détention. De surcroît, grâce à l'augmentation des effectifs des SPIP notamment qui verront d'ici à 2016 augmenter leurs personnels de 25 % avec la création de 1.000 emplois (dont 360 conseillers d'insertion et de probation entrés en formation début septembre 2014), à la réforme des méthodes de prises en charge des personnes en milieu ouvert et à la construction de nouveaux outils d'évaluation, un meilleur suivi des personnes placées sous main de justice permettra d'assurer une efficacité plus grande dans la prévention de la récidive. En troisième lieu, la garde des sceaux a lancé un plan exceptionnel de sécurisation le 3 juin 2013 à hauteur de 33 millions d'euros qui prévoit la mise en place de dispositifs anti-projections, le déploiement de portiques à ondes millimétriques et à masse métallique, ainsi que la création de deux nouvelles équipes cynotechniques. Ce plan de sécurisation a permis d'accompagner la mise en oeuvre de l'article 57 de la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 interdisant la pratique des fouilles systématiques de manière à concilier le respect de la dignité de la personne détenue et les impératifs de sécurité en établissement pénitentiaire. Au-delà de l'aspect matériel, ce plan vise donc également à remettre l'humain au coeur du système avec des réflexions engagées autour de la question de la formation, de la place des personnels en détention dans le cadre du plan maisons centrales, et à renforcer le partenariat avec les autorités judiciaires et les forces de sécurité. Enfin, conformément aux préconisations de la conférence de consensus, un observatoire de la récidive et de la désistance, destiné à analyser les données relatives aux infractions et exécution des décisions de justice, à la récidive et à la réitération, sera prochainement installé, l'arrêté fixant sa composition ayant été adopté le 1er août 2014.